



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
47 boulevard de la Dollée
CS 70271
50009 St-lô Cedex

Saint-lô, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STEF LOGISTIQUE NORMANDIE

Promenade des Ports
50000 Saint-Lô

Références : 2026 - 164
Code AIOT : 0005302872

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement STEF LOGISTIQUE NORMANDIE implanté Promenade des Ports 50000 Saint-lô. L'inspection a été annoncée le 27/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action régionale de contrôle des moyens incendie. L'objectif de cette « opération coup de poing » sur les moyens en eau incendie est principalement de s'assurer que l'exploitant dispose d'une bonne connaissance du caractère opérationnel de ses moyens d'extinction incendie au regard des besoins en eau du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF LOGISTIQUE NORMANDIE

- Promenade des Ports 50000 Saint-lô
- Code AIOT : 0005302872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site STEF de Saint-Lô, appartenant au groupe STEF, exerce des activités de logistique frigorifique, de congélation et de conditionnement de produits alimentaires, principalement des produits de la mer et des produits carnés. Il fonctionne avec une équipe d'environ 25 salariés permanents, renforcée selon les besoins saisonniers. Ses infrastructures comprennent 5 tunnels de congélation, 7 chambres froides et 10 000 emplacements palettes, permettant de traiter jusqu'à 120 tonnes par jour.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a été réalisée en parallèle d'une opération régionale « coup de poing » dédiée à la prévention des pollutions accidentelles des eaux.

Elle s'est déroulée dans un contexte de projet de transfert des activités de la filière carnée vers le site implanté sur la commune d'IFS (14).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau | Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 8.6.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 2 | Plan des moyens incendie | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 3 | Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 4 mois |
| 4 | Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 2 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 6 | Indisponibilité des moyens | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les demandes formulées à l'issue de cette inspection portent sur la justification de la disponibilité des moyens en eau incendie au regard des besoins identifiés, sur l'entretien des ouvrages, ainsi que sur le suivi des contrôles périodiques des équipements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 8.6.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Définition des besoins en eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eau suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 1 140 m³/h pendant 2 heures. Ce volume peut être obtenu via les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les 3 poteaux incendie situés le long de la Promenade des Ports utilisables en cas de sinistre ; • une réserve d'eau de 400 m³ alimentant un poteau doté d'un raccord pompier ; • un point d'aspiration dans la Vire. <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente des moyens extérieurs. Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les moyens présentés par l'exploitant pour répondre aux besoins en eau incendie du site se limitent à deux poteaux incendie externes (réf. 50502-220 et 50502-219) situés à 40 et 200 m du site ainsi qu'à une réserve incendie (réf 50502-00806 sur le plan ETARE 2025).</p> <p>Le poteau incendie n° 50502-220 se situe dans l'emprise du site à la suite de travaux routiers, et un troisième poteau, mentionné dans le plan ETARE à 400 m du site (face au bowling), n'est pas</p> |

| |
|--|
| <p>pris en compte par l'exploitant dans son recensement des moyens disponibles.</p> <p>Concernant le point d'aspiration dans la Vire mentionné dans l'arrêté préfectoral, la direction et le HSE groupe récemment en place, indiquent qu'un dispositif a pu exister, en s'appuyant sur un courrier du SDIS daté du 28 août 2012. Toutefois, aucun point d'aspiration n'a été identifié lors de l'inspection terrain, et l'exploitant n'a pas été en mesure d'en confirmer l'existence ni l'emplacement actuel. Le moyen exigé par l'arrêté préfectoral est donc absent, constituant une non-conformité au référentiel réglementaire.</p> <p>La réserve incendie interne, d'un volume de 300 m³, est inférieure aux 400 m³ prescrits. Le caractère opérationnel de la réserve a été validé par le SDIS le 02 mars 2026 lors d'une visite de reconnaissance (poteau d'aspiration bleu présent) sans pour autant que soit mentionnée dans le rapport la valeur de débit garantie.</p> <p>L'établissement dispose en outre d'un réseau de 12 robinets incendie armés (RIA) raccordés au réseau d'adduction en eau public.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les volumes d'eau incendie totaux disponibles le jour de l'inspection.</p> <p>En l'état, les moyens disponibles sont partiels, non conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral et insuffisants pour répondre aux besoins en eau incendie du site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, dans un délai de 2 mois, un plan d'actions argumenté, accompagné d'un échancier précis, permettant de rétablir une situation conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de disponibilité en eau incendie. Ce plan précisera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les moyens qui seront mis en place pour répondre aux besoins en eau définis par l'arrêté préfectoral ; • les mesures transitoires envisageables pour assurer un niveau de défense incendie acceptable dans l'attente du retour à une situation normalisée ; • les justifications techniques permettant d'apprécier la pertinence et la faisabilité des solutions proposées. <p>En l'absence de retour dans le délai demandé, l'Inspection proposera à Monsieur le Préfet l'engagement d'une procédure de mise en demeure.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 2 : Plan des moyens incendie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'implantation, zones à risques, moyens de lutte contre l'incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans, en particulier, pour les installations concernées ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à |

| |
|--|
| <p>l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;</p> <p>- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté;</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Une version informatisée des plans des équipements et moyens de lutte contre l'incendie a été présentée (réseaux incendie, détection incendie, extincteurs et robinets incendie armé / poteaux incendie).</p> <p>La version de 2025 du plan Etablissement Répertoire (ETARE) validé par le SDIS 50 ainsi que la version du POI du 04 mars 2026 ont été présentés.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie mentionnés par l'exploitant figurent sur les plans présentés.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les plans devront être actualisés avec les moyens retenus pour répondre aux besoins en eau incendie mentionnés dans l'arrêté préfectoral réglementant le site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |

N° 3 : Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Opérationnalité de la réserve incendie et des poteaux incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens d'intervention en cas d'accident.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les éléments transmis par l'exploitant montrent qu'une mesure de débit a été réalisée pour le poteau incendie n° 50502-220 le 21/01/2026 (153m³/h sous 1bar). En revanche, aucun justificatif de mesure de débit n'a été fourni pour le poteau incendie n° 50502-219 ; seul un débit théorique de 120m³/h sous 1 bar est mentionné dans le rapport de reconnaissance opérationnelle du 02/03/2026. Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas de mesure des débits en simultané des poteaux. Cette absence ne permet pas de vérifier leur capacité hydraulique combinée.</p> <p>La visite terrain a permis de confirmer la bonne identification et l'accessibilité des 2 poteaux</p> |

incendie. Toutefois, un état visuel moyen du poteau n° 50502-220 a été observé, notamment concernant l'état des vannes de raccordement. Bien que le contrôle de reconnaissance opérationnelle ait conclu à une conformité du poteau, un entretien régulier de celui-ci apparaît nécessaire et devra être tracé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour rectifier ces non-conformités, l'exploitant doit :

- mesurer les débits en simultané des deux poteaux incendie pour s'assurer de leur disponibilité opérationnelle et déterminer le potentiel hydraulique délivré au regard des besoins en eau du site pendant 2 heures dont au moins un tiers sous pression ;
- s'assurer d'un entretien régulier du poteau incendie se trouvant dans l'emprise du site et en tracer les opérations dans le registre dédié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et capacité des moyens de lutte

Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant indique qu'une réserve incendie sur site, d'un volume de 300m³, est utilisée comme moyen de défense contre l'incendie.

Le contrôle réalisé par le SDIS le 02/03/2026 confirme le caractère opérationnel de la réserve de par l'utilisation d'un poteau d'aspiration fixe bleu homologué. Toutefois, plusieurs non-conformités ont été relevées :

- absence de visibilité de la réserve (panneau d'identification) ;
- absence de matérialisation d'une interdiction de stationner devant le poteau d'aspiration et de délimitation de zone réservée aux secours.

La visite terrain a mis en évidence un entretien des abords de la réserve (maîtrise de la végétation). En revanche, l'état visuel de la réserve révèle un défaut d'entretien de l'ouvrage : développement important de lierre le long de l'échelle d'accès au toit et suintements visibles sur plusieurs zones de la paroi. L'absence d'indicateur visuel de niveau d'eau sur l'ouvrage, ne permet

pas d'identifier le volume d'eau présent dans la réserve et donc de garantir la disponibilité permanente des 300m³.

Concernant le point d'aspiration dans la Vire, l'exploitant indique que ce point n'a pas été abordé lors du contrôle de reconnaissance opérationnelle du SDIS du 02/03/2026. Aucun aménagement de zone de pompage n'a été identifié lors de l'inspection. Le point est donc considéré non conforme. Il est recommandé à l'exploitant de prendre contact dans les meilleurs délais avec le SDIS, indépendamment de l'exercice pompiers prévu en 2026, afin de faire le point sur ce moyen d'alimentation en eau destiné à couvrir les besoins du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- transmettre à l'Inspection, un plan d'actions relatif à la mise en conformité de la réserve incendie, accompagné d'un échéancier (visibilité, accessibilité de l'ouvrage aux services de secours, installation d'un dispositif de suivi du niveau d'eau, ainsi que la justification du volume utile de la réserve).
- mettre en place sans délai un entretien régulier de la réserve, avec traçabilité dans un registre ;
- prendre l'attache du SDIS dans les meilleurs délais afin d'examiner la faisabilité du point d'aspiration dans la Vire (cf point de contrôle n°1).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Registre des contrôles

Prescription contrôlée :

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

Constats :

Le registre de sécurité a été présenté et comporte les opérations de maintenance et vérifications réglementaires relatifs aux équipements et moyens de lutte contre l'incendie. Les rapports de vérification ainsi que les justificatifs des suites données sont conservés par l'exploitant.

Le parc de 144 extincteurs a fait l'objet d'une vérification annuelle par un organisme externe compétent le 23 octobre 2025. Aucune anomalie n'a été relevée, hormis un extincteur manquant, remplacé le 11 décembre 2025. La vérification Q4 du 12 janvier 2026 indique un résultat de contrôle conforme.

La vérification annuelle des 12 RIA, réalisée par un organisme externe compétent le 21 janvier

| |
|---|
| <p>2026, a émis des préconisations : remplacement du RIA n° 12 en raison d'une fuite au dévidoir, et diffuseurs hors service sur les RIA n° 9 et n° 11. Le plan d'actions correctives engagé par l'exploitant a été présenté (devis pour commande de pièces daté du 13 mars 2026 ainsi que le bon de commande du 16 mars 2026 ont été transmis à l' Inspection).</p> <p>La dernière vérification périodique Q7 du SSI, effectuée par un organisme externe compétent entre le 19 janvier et le 20 février 2026, signale plusieurs anomalies, qui ont majoritairement été traitées et validées dans le rapport d'intervention corrective du 23/03/26 mentionnant "un bon état de fonctionnement de l'installation". Le plan d'actions formalisé relatif au traitement des anomalies restantes à solder n'a pas été transmis.</p> <p>En ce qui concerne les poteaux incendie (cf. point de contrôle n° 3) : l'absence de débit mesuré du poteau n° 50502-219 et en simultané des poteaux n° 50502-219 et 50502-220 est constatée. Enfin, un essai du RIA n° 2 réalisé le jour de l'inspection a confirmé son bon fonctionnement, le matériel étant scellé avant usage.</p> <p>Il a été noté que les exercices d'évacuation, bisannuels, sont consignés dans le registre (mars et septembre 2025). Le dernier exercice avec les sapeurs-pompiers remonte à 2018; un nouvel exercice est envisagé courant 2026. Le dernier exercice annuel ammoniac a été réalisé en novembre 2025.</p> <p><i>Remarques : un certificat Q7 est un compte-rendu de vérification des systèmes de détection automatique d'incendie, établi sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages). Un certificat Q4 est un compte-rendu de vérification des règles d'installation et de maintenance des extincteurs portatifs et mobiles.</i></p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection son plan d'actions assorti d'un échéancier, relatif au traitement des anomalies restant à solder dans le cadre des suites de la vérification périodique des systèmes de détection d'incendie.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 6 : Indisponibilité des moyens

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des équipements</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas formalisé dans une procédure les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans</p> |

| |
|---|
| lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit formaliser dans une procédure les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |